

LA CENTRALE THERMIQUE S'ENFLAMME

Panique générale au Complexe sidérurgique d'El Hadjar

La panique s'est emparée, mardi en milieu de journée, de l'ensemble des travailleurs du Complexe sidérurgique Arcelor Mittal d'El Hadjar, dans la wilaya d'Annaba, et en particulier de ceux de la centrale thermique.

Un violent incendie s'est déclaré dans cette unité vitale d'une surface de 2 400 m² et d'une hauteur de 32 m, abritant trois turbines de production d'énergie électrique de 53 mégawatts chacune et qui servaient de substitution en cas d'arrêt du courant normal. Ayant eu du mal à circonscrire le feu, le service chargé de la sécurité de l'entreprise a fait appel à la Protection civile qui a pris les dispositions nécessaires

en pareil cas, en mobilisant l'ensemble de ses unités implantées à travers la wilaya, soit 13 officiers, 3 médecins, 14 sous-officiers et 104 agents.

Les moyens matériels dont dispose ce corps de protection ont été engagés à l'effet de maîtriser le sinistre. Il s'agit notamment de 16 engins d'incendie, 3 échelles mécaniques et 7 ambulances.

L'incendie, dont la cause première sera déterminée par les

services concernés, a été amplifié par la projection d'importantes quantités d'huile industrielle sur le corps de la turbine chauffée à 400 degrés centigrades et par le fait que le système d'extinction automatique n'a malheureusement pas fonctionné au moment du départ du feu, selon le directeur de la Protection civile d'Annaba, le colonel M. Ferroukhi, qui fera état de l'utilisation d'émulseurs par-dessus des échelles mécaniques sur la toiture, en même temps que les sapeurs attaquaient les flammes à partir de l'entrée principale à l'effet d'éteindre l'incendie. D'autres équipes s'employaient au même

moment à refroidir des installations mitoyennes du hangar abritant les turbines. Fort heureusement, il y a eu plus de peur que de mal et, après une heure de lutte, l'incendie fut maîtrisé. Grâce à la célérité des soldats du feu, on ne déplore aucune victime humaine, à l'exception de deux personnes incommodées par la fumée et qui ont été dirigées vers l'hôpital Ibn-Rochd.

Un matériel de valeur a été sauvé des flammes, mais l'une des trois turbines, lieu de départ de l'incendie, a été complètement détruite en plus d'un autre matériel sans grande valeur.

Mohamed-Ali Khellaf

RÉQUISITOIRE CONTRE LES ACCUSÉS DU PROCÈS SUR LE SÉISME DE BOUMERDÈS

Le procureur demande 3 ans de prison pour 16 accusés et 2 ans pour 11 autres

Le parquet de la cour de Boumerdès a suivi le tribunal dans son jugement en première instance des 38 accusés du procès sur le séisme. Il a fait cas, selon la défense, de la même sévérité.

A la fin de son réquisitoire, le procureur général adjoint auprès de la cour de Boumerdès, Sahraoui Lakhdar, qui n'intervenait dans ce procès que dans des moments jugés importants et qui, la défense l'a reconnu, s'est comporté de manière loyale avec les accusés, a néanmoins fait cas de la même détermination que son prédécesseur du tribunal pour demander de lourdes peines de prison.

«Nous ne jugeons pas le séisme, nous jugeons les fautes humaines»

Dans le préambule de son intervention, le représentant du parquet a tenu à lever toute équivoque dans ce qui allait suivre dans son intervention. «Nous ne jugeons pas le tremblement de terre. Nous jugeons les faillites humaines et les mauvaises intentions qui ont été des faits qui ont causé des pertes humaines et alourdi le bilan des dégâts matériels», dit-il d'une voix calme. Poursuivant, M. Sahraoui déclarera : «Le tremblement de terre est un phénomène naturel que l'homme ne maîtrise pas, cependant, la science a avancé de telle manière qu'elle a permis à l'homme d'acquérir les outils de prévention afin d'éviter les dégâts.» Et d'ajouter : «Question : est-ce l'incompétence des hommes ou la violence du tremblement de terre qui a été la cause des destructions et des pertes ?» Pour étayer ses dires, il revient sur chaque site pour énumérer les pertes et les fautes commises.

Afin de marquer les esprits, il cite en premier lieu l'effondrement des deux bâtiments de 50 logements à Dellys où ont péri 84 personnes, selon l'arrêt de renvoi, et 103, selon des sources citoyennes.

Selon le procureur général adjoint, plusieurs erreurs ont été commises avant et pendant la construction, notamment la présence de l'eau sous terre, la mauvaise qualité des études techniques et l'incompétence des deux entrepreneurs chargés de la réalisation.

27 peines de prison requises

A l'issue de son réquisitoire, le procureur général adjoint a réitéré l'accusation d'homicide involontaire, de blessures involontaires, de falsification sur les quantités et la qualité, le refus d'appliquer les lois et règlements en matière de construction et d'urbanisme contre 16 prévenus.

Il a rappelé que ces faits délictueux sont réprimés par les articles 288, 289, 442 et 444 du Code pénal et de l'article 77 de la loi portant urbanisme et construction. Il a par conséquent demandé 3 ans de prison ferme et 20 000 DA d'amende. Lors du procès en première instance, ces derniers ont été condamnés à deux années de prison ferme et 50 000 DA d'amende.

Pour falsification ou refus d'application des lois et règlement concernant l'urbanisme et la construction, le procureur a demandé 2 ans de prison ferme et 10 000 DA contre 2 accusés et 2 ans de prison ferme

et 20 000 DA d'amende contre 9 autres. Par contre, il a demandé l'application de la loi, ce qui équivalait, d'après ce qui se dit autour de ce procès, à l'abandon de poursuites contre les 4 maîtres d'ouvrage (ou promoteurs) et autres personnes. Dans le premier procès, elles ont été relaxées.

Le parquet a demandé l'extinction des poursuites contre un entrepreneur décédé. Dans l'ensemble, le procureur général adjoint de la cour a renouvelé le réquisitoire du tribunal de Boumerdès.

«Trois non-lieux n'ont pas convaincu la justice de l'innocence des accusés»

Premier à passer devant le prétoire pour le compte de deux accusés, M^e Brahimi Miloud est longuement intervenu sur ce qu'il considérait comme des failles juridiques et étiqués dans ce procès.

Il constate amèrement «les pouvoirs publics, pour occuper la galerie, mettent en exécution de grosses procédures judiciaires afin de calmer les esprits». Mais la grosse artillerie, il la déclenche contre l'institution judiciaire qui, selon lui, en dépit de trois non-lieux, n'a pas cessé les poursuites contre ses clients. «Nous avons demandé lors du premier procès la présence du juge d'instruction parce que d'une part, il est le seul à maîtriser ce dossier et d'autre part, la justice saura, à l'occasion, pourquoi il a rendu deux ordonnances de non-lieu.»

Le défenseur a lu, à plusieurs reprises, des passages de cette ordonnance citant les insuffisances de l'enquête dans son ensemble. Il rappelle également le non-lieu

rendu par le tribunal d'Alger pour une plainte similaire. M^e Brahimi accuse, par ailleurs, certains experts, désignés par la justice, qui, selon lui, n'ont pas tenu compte des documents que leur avaient remis les accusés.

Rendant en partie l'Etat responsable des conséquences du tremblement de terre du 21 mai 2003, il interroge le tribunal : «Nous ne voyons aucun représentant du plaignant qui, d'ailleurs, n'a subi aucun préjudice ?»

Revenant sur ce l'aspect politique de ce procès que certains parmi les accusés ou de leurs défenseurs considèrent comme unique dans les annales judiciaires, l'avocat fait, par deux fois, référence aux interventions publiques du président de la République. Il affirme, entre autre : «Nous avons vu et entendu le président de la République dire au lendemain des inondations de Bab-El-Oued que la catastrophe est le résultat du destin. Nous avons entendu également le président de la République dire en 2006 que la justice est instrumentalisée à des fins militaires et politiques.»

Le président faisait allusion à l'enquête judiciaire sur le séisme de Boumerdès. D'autres avocats n'ont pas également hésité à montrer du doigt certaines institutions de l'Etat impliquées dans cette affaire. «Pourquoi n'a-t-on pas ramené le ministre de l'Habitat ou le wali de Boumerdès devant le juge ?», s'interroge l'un d'eux.

A l'heure où nous mettons sous presse, les plaidoiries se poursuivent. Elles risquent de se prolonger tard dans la soirée.

Abachi L.

POLITIQUE ALGÉRIENNE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La France apporte son soutien

La France entreprend une action d'appui à la politique algérienne d'aménagement et de développement durable du territoire. Cet appui s'est concrétisé par la signature, hier à Alger, d'une convention de financement de cette nouvelle politique, entre le ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Tourisme, Cherif Rahmani, et l'ambassadeur de France en Algérie, M. Bernard Bajolet.

S'étalant sur 36 mois, ladite convention devra corriger les distorsions constatées dans le secteur de l'aménagement du territoire, et ce pour une meilleure adaptation aux exigences du nouveau contexte économique. Egalement, celle-ci devra enfin appuyer le développement durable dans toutes les régions du pays. Elle porte sur un appui institutionnel, fourni par le Fonds français de solidarité prioritaire (FSP), créé en France en 2002. Le FSP tend, entre autres, à soutenir les conceptions de projets et leur montage financier, tels que traduits dans le schéma national d'aménagement du territoire, Snat.

Cherif Rahmani a expliqué que la convention s'articule autour de trois grands volets, pour assurer la mise en œuvre du Snat, au niveau national, régional et local. Il s'agira de la création d'un observatoire des territoires appelés à recevoir des investisseurs et des populations, de la création de nouveaux pôles d'activités, à l'instar du pôle de Sidi Abdellah destiné aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et de celui de Bouguezoul pour les énergies renouvelables.

Quant au troisième volet, il sera consacré aux coapplications expérimentales à travers des sessions de formation-action et des missions d'expertise. Ainsi, «l'adaptation et la formation des cadres algériens des services centraux et déconcentrés de l'aménagement du territoire aux nouveaux métiers de l'ingénierie territoriale constituent une priorité absolue face aux nouveaux enjeux de développement», estiment les Français.

Par ailleurs, à l'issue de ce projet, les cadres bénéficiaires de ces formations pourront consolider leurs connaissances dans les différents domaines de l'ingénierie territoriale. Ils disposeront, entre autres, d'outils méthodologiques pour encadrer, animer et suivre les projets de territoire. Ces derniers seront aptes à définir des missions d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour différents projets d'aménagement. L'ambassadeur de France en Algérie, M. Bernard Bajolet, a, pour sa part, souligné que l'enjeu de l'Union pour la Méditerranée réside dans les projets concrets qu'il faudrait lancer et leur mise en œuvre entre les deux rives, notamment entre la France et l'Algérie.

Wassila Z.

CONDOLÉANCES

Les mots n'exprimeront jamais assez la tristesse et la peine que ressentent les membres de l'association Femmes en Communication (FEC). Mina Zerrouk, notre secrétaire générale, nous a quittés à jamais après une longue maladie. En cette pénible circonstance, les membres de FEC présentent à sa famille leurs condoléances les plus attristées et l'assurent de leur profonde sympathie. Puisse Dieu le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis. Repose en paix avec toute notre tendresse et pour toujours. Que la lumière t'accompagne à tout jamais.

Sa dépouille mortelle arrivera à l'aéroport Houari Boumediene vendredi 18 juillet 2008 à 10 heures. La levée du corps se fera à partir du domicile familial, 14 lotissement Pascal, Rue El-Ghazali (ex-Dumas) le jour même à 12h30. L'association Femmes en Communication ouvrira ses portes, à la Maison de la presse Tahar-Djaout, place du 1^{er}-Mai, siège de la revue *Ounoutha*, le samedi 19 juillet 2008 à partir de 13 heures, à tous les amis de la défunte pour un dernier recueillement à sa mémoire.

Très attristés par le décès de leur consœur et amie

Mina Zerrouk

survenu des suites d'une longue maladie, les membres fondateurs, la direction ainsi que l'ensemble de la rédaction du *Soir d'Algérie*, présentent à la famille de la défunte leurs plus sincères condoléances et prient Dieu le Tout-Puissant d'accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde.

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre chère consœur et amie

Mina Zerrouk

survenu des suites d'une longue maladie. En cette douloureuse circonstance, l'ensemble des membres du Syndicat national des journalistes s'associe à la douleur de la famille de la défunte et lui présente ses plus sincères condoléances. Que Dieu le Tout-Puissant accueille la défunte en Son Vaste Paradis.